Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1367>

DOI : 10.4000/aspd.1367

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1991

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 10 | 1991, mis en ligne le 13 avril 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1367> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1367>

INTRODUCTION

Voilà dix ans que notre Annuaire rapporte et analyse les éléments et les tendances marquantes des relations entre la Suisse et les pays du Tiers monde. Cette décennie dont nous avons voulu être les observateurs attentifs, aura été marquée par une transformation profonde de la nature des relations entre les pays industriels et ceux du Tiers monde. Cette évolution indique les nouveaux terrains sur lesquels se situeront les coopérations et les conflits entre le Nord et le Sud au cours de la prochaine décennie.

Les années 1980 ont été pour maints pays en développement celles de la stagnation voire du recul économique et social. Les indicateurs traditionnels sont clairs: dans de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine les revenus par habitant ont souvent fléchi, la qualité et la disponibilité des services de base pour le plus grand nombre ont diminué. Des maladies anciennes et nouvelles menacent les progrès lents mais réguliers réalisés depuis une trentaine d'années dans le domaine de la santé. Dans de nombreuses régions l'insécurité et la violence chroniques se sont installées et consolidées, provoquant notamment d'importants mouvements migratoires. Les populations de nombreuses régions du Tiers monde ont toutes les raisons de vouloir tirer un trait sur la décennie qui s'achève et de guetter les signes de l'approche de temps meilleurs.

Sur le plan de la coopération internationale, l'attention des acteurs nationaux et internationaux s'est avant tout concentrée sur la gestion financière de la crise de la dette et sur l'ajustement des économies des pays surendettés par l'application des recettes du libéralisme économique. Même si des efforts particuliers ont été faits pour financer le processus d'ajustement des pays à faible revenu, les apports nets de ressources aux pays en développement ont globalement diminué de moitié en termes réels entre 1981 et 1988. Certes, l'APD des pays membres du CAD a résisté à cette érosion, mais elle stagne depuis une quinzaine d'années aux environs de 0,35% du PNB. L'aggravation de la situation de nombreux pays en développement n'a donc donné lieu à aucune mobilisation supplémentaire de ressources de la part des pays riches.

Et pourtant... Au cours de la décennie qui s'achève les relations Nord-Sud ont acquis de nouvelles dimensions telle la gestion commune de l'environnement et les migrations accrues du Sud vers le Nord. Avec elles, le débat sur l'interdépendance est sorti des cercles feutrés de la diplomatie internationale pour interpellier directement l'ensemble de la population des pays du Nord. Elles fournissent aussi de nouvelles et pressantes raisons d'élargir et d'approfondir la coopération internationale au développement.

Les pays du Nord ont par ainsi un intérêt majeur à promouvoir rapidement l'utilisation de nouvelles technologies moins polluantes dans les pays en développement, sous peine de voir réduits les effets des mesures qu'ils pourraient prendre à cet égard dans leurs propres pays. Les nouveaux courants migratoi-

res sont quant à eux un indicateur concret de la dégradation des conditions économiques et politiques de larges couches de la population du Sud. Seul un renversement visible et durable de ces tendances permettra de freiner ces mouvements de population. Il a y là matière à donner un nouvel élan à la coopération internationale au développement car elle est - quels que soient les doutes que l'on puisse exprimer à son égard - la seule façon d'assurer une gestion globale de ces problèmes

En Suisse, la coopération internationale au développement a été notamment marquée dans les années 1980 par la lente progression du volume de l'APD vers l'objectif que s'était fixé le Conseil fédéral: atteindre la moyenne des pays membres du CAD. Cet objectif n'est toujours pas atteint. Les nouvelles tâches qui attendent la coopération au développement requièrent cependant un accroissement sensible de l'aide de la Suisse. En effet, à côté des activités traditionnelles qui devront être poursuivies, la coopération suisse au développement devra également consacrer des ressources accrues aux problèmes de l'environnement ne serait-ce que dans le cadre des nouveaux programmes internationaux qui manqueront pas d'être mis sur pied au cours de la prochaine décennie. Comme les autres pays européens, elle sera concernée par la poursuite des programmes de soutien à l'Europe de l'Est. Enfin, sur un plan plus politique, le rapprochement avec la Communauté européenne, demandera que la Suisse soit aussi dans ce domaine plus "euro-compatible": par rapport au PNB, l'APD des membres de la CE pris ensemble est en effet supérieure de plus de 50% à celui de la Suisse.

C'est donc à un élargissement de la coopération suisse au développement auquel nous allons très vraisemblablement assister au cours des prochaines années. Dans ce contexte notre Annuaire entend poursuivre son objectif de fournir à tous les milieux intéressés les informations de base et des analyses sur les relations de la Suisse avec le Tiers monde.

C'est dans cet esprit que nous avons conçu la partie «Analyses et positions» de l'Annuaire qui débute par un dossier consacré à un thème d'une grande actualité: l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods. Quelque soit l'issue de la démarche engagée par le Conseil fédéral, 1991 est une année au cours de laquelle le point devra être fait sur l'avenir de nos relations avec le FMI et la Banque mondiale. C'est dans ce sens que nous publions une analyse de *Pierre Languetin* sur les relations de la Suisse avec le FMI et que nous avons cherché à présenter la collaboration très diversifiée qui s'est développée avec le groupe de la Banque mondiale et en particulier avec l'IDA. Ce dossier est complété par des prises de position de personnalités provenant de l'administration fédérale (*Hans Ith*), des milieux bancaires (*Peter Buomberger*) et des organisations non-gouvernementales (*Mario Carera* et *Urs Hänsenberger*) qui reflètent tout l'éventail des attitudes sur la question de l'adhésion. Nous espérons ainsi contribuer à éclairer le débat qui ne manquera pas d'avoir lieu.

Nous abordons ensuite plusieurs thèmes qui seront sans doute aussi à l'ordre du jour des débats nationaux et internationaux des années 1990:

- En publiant un article d'*Alexander Melzer* sur la coopération de la Suisse avec les pays de l'Est, nous ne désirons nullement assimiler ces derniers au pays en développement. Il est cependant vrai que leur arrivée sur la scène de la coopération internationale pose de nombreux problèmes théoriques et pratiques quant aux similitudes et différences de leur ajustement structurel avec celui des pays en développement et quant à l'adéquation des instruments de la coopération Nord-Sud pour la nouvelle coopération Ouest-Est.
- La Suisse est un des principaux exportateurs de technologie industrielle, et pourtant c'est un domaine dans lequel la coopération suisse a été jusqu'ici relativement limitée. *Rolf Weder* présente les résultats de ses recherches sur les nouvelles formes de transferts de technologie et discute le rôle que pourrait jouer la coopération publique au développement pour faciliter l'accès des pays à faible revenu à des technologies adaptées à leur besoin. C'est un type de coopération qui pourrait prendre une ampleur considérable dans le domaine de l'environnement.

Nous publions enfin une réflexion de *Rudolf Högger* qui propose d'abandonner la vision unidimensionnelle du développement en faveur d'un nouveau paradigme qui intègre la richesse et la complexité des échanges et des processus de changement social au niveau des individus aussi bien que des collectivités.

A côté de ces articles qui n'engagent que leurs auteurs, l'Annuaire Suisse-Tiers monde 1991 comprend les rubriques "classiques" suivantes:

- Une **revue des événements de l'année** dans le domaine des relations entre la Suisse et les pays du Tiers monde qui couvre la période d'octobre 1989 à septembre 1990. Cette revue est complétée par une **chronologie**.
- Une **bibliographie** des documents, articles et ouvrages parus depuis l'achèvement de l'Annuaire 1990, ainsi qu'une sélection de textes publiés en Suisse sur les problèmes de développement.
- Les dernières **statistiques** disponibles sur le commerce, les flux financiers et l'aide au développement.
- Un **index analytique** portant sur la revue des événements de l'année.

Je souhaite exprimer ma gratitude et mon admiration à mes collègues du Comité de rédaction de l'Annuaire pour le travail considérable et minutieux accompli pour rassembler, analyser, traduire et présenter la grande masse d'informations contenue dans cette publication. Ma vive reconnaissance s'adresse aussi aux auteurs des articles que nous publions cette année et qui ont très spontanément répondu à notre invitation. Enfin, je tiens à remercier tout particulièrement aux spécialistes de l'Administration fédérale et des oeuvres d'entraide sans qui nous n'aurions pas pu rassembler et vérifier les données que nous publions. Il va cependant de soi que nous assumons l'entière responsabilité des erreurs qui auraient pu échapper à notre attention.

Jacques Forster,
Directeur de l'IUED